Document generated on 06/07/2025 9:43 a.m.

Recherches sociographiques

La presse canadienne-française et la guerre des Boers

Jean-Guy Pelletier

Volume 4, Number 3, 1963

Un hommage à Léon Gérin 1863-1951

URI: https://id.erudit.org/iderudit/055200ar
DOI: https://doi.org/10.7202/055200ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Pelletier, J.-G. (1963). La presse canadienne-française et la guerre des Boers. *Recherches sociographiques*, *4*(3), 337–349. https://doi.org/10.7202/055200ar

Article abstract

La presse canadienne-française et la guerre des Boers

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1963

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

LA PRESSE CANADIENNE-FRANÇAISE ET LA GUERRE DES BOERS *

La guerre des Boers occupe une place minime dans les manuels d'histoire. Ce conflit fut effacé par les deux grandes guerres mondiales. Cependant, justement à cause des deux guerres qui l'ont suivi, il présente un grand intérêt.

La guerre amène un réveil brutal en Angleterre. À la fin de la période victorienne, celle-ci est au faîte de sa puissance. Pourtant, un peuple faible, mais brave, tient tête à ses troupes durant deux ans et demi, en Afrique. À l'Angleterre s'impose la nécessité de réformer son armée et de l'adapter à la guerre moderne. Grâce à l'expérience acquise en Afrique, l'armée britannique lutte plus efficacement lors de la grande guerre.

La guerre en Afrique australe donne à Chamberlain une occasion merveilleuse de mettre en pratique ses idées de fédération impériale. Par le biais d'une fédération militaire, Chamberlain espère obtenir la fédération complète de toutes les colonies britanniques autour de l'Angleterre. De fait, avec enthousiasme, la plupart des colonies répondent à l'appel du *Colonial Secretary* et fournissent des contingents pour la guerre. Cependant, sur ce point, le gouvernement canadien est fort réticent. Laurier répond d'abord franchement non à la demande des autorités anglaises.

Mais Chamberlain se fait plus pressant. Le gouverneur général, Minto, et le commandant en chef de la milice, Hutton, approuvent l'appel de la métropole. De toutes les parties du Canada anglais, le gouvernement est sommé d'agir. Laurier est bientôt débordé et, sans avoir obtenu l'avis des Chambres, il ordonne la formation d'un premier contingent. En tout, près de huit mille Canadiens se portent au secours de la métropole en détresse.

Les Canadiens français sont loin d'approuver le geste du gouvernement. Ils ne se sentent pas aussi près de l'Angleterre que leurs compatriotes anglophones. Les Boers, luttant aussi pour conserver leur langue et leurs traditions, leur sont plus sympathiques. Les Canadiens français

---

* Extrait de la thèse de licence ès lettres (histoire) présentée par l'auteur à l'Université Laval en avril 1963 sous le titre : *Les Canadiens français et la guerre des Boers.*

devraient donc normalement adopter une attitude hostile vis-à-vis le gouvernement fédéral qui se fait le supporteur de l'impérialisme britannique.

Mais ils sont entraînés dans le chemin du « devoir et du loyalisme » par leurs dirigeants. Entre le haut clergé, les hommes politiques, la plupart des grands quotidiens et la classe cultivée, c'est une lutte de tous les instants pour gagner le prix de fidélité. Monseigneur Bruchési, évêque de Montréal, s'écrie : « Oui, nous avons été loyaux et nous le serons toujours. » [1] Cette phrase résume la pensée de la classe possédante.

La propagande loyaliste parvient à son but : le peuple demeure soumis. Quelques dizaines de Français s'enrôlent même dans les contingents.

Cependant, malgré le *Rule Britannia* qu'entonnent les foules de l'Atlantique au Pacifique, un petit groupe de Canadiens français affirme son désaccord. Le chef de ces non-conformistes est Henri Bourassa, député libéral à Ottawa. Il démissionne et critique l'attitude de Laurier. Son geste a beaucoup de retentissement au Canada. Dans la province française, il recrute des disciples. De petites feuilles affirment, non seulement leur désapprobation de la guerre, mais aussi leur haine de l'Angleterre. Bourassa a peur de la fédération impériale. Ses discours reviennent toujours à ce thème. Sans Bourassa, pouvons-nous dire avec le chanoine Groulx que le Canada « eût doucement glissé sur la pente de l'impérialisme, sans même éviter l'abîme » ? [2] Nous ne saurions le dire, mais Bourassa se fait bon prophète. Il est contre la participation officielle du Canada à la petite guerre sud-africaine, parce qu'il craint une participation plus importante, un jour, lors de guerres plus grandes. Il voit l'engrenage dans lequel s'engage le pays. Si l'Angleterre est en guerre, faut-il que le Canada soit lui aussi en guerre ? L'exemple des deux guerres mondiales prouve que le conflit sud-africain a créé un précédent : en 1914 et en 1939, le Canada, sans hésitation, est entré en lutte aux côtés de la métropole.

La guerre des Boers impose Bourassa à l'attention publique. C'est le début de sa prestigieuse carrière. Sans ce conflit, probablement aurait-il obtenu un poste dans le cabinet fédéral. Laurier avait les yeux sur lui et il l'avait nommé secrétaire d'une commission internationale. Mais, en 1899, le jeune député de Labelle s'engage sur une voie qu'il ne quittera plus.

Les nationalistes canadiens-français constatent que leur point de vue ne peut triompher à Ottawa. Ils envisagent de mettre fin à la Confédération. C'est la solution qu'ils vont dorénavant prôner aux moments de crise pour abolir l'état de sujétion dans lequel se trouvent les francophones. L'étude des mésententes suscitées à l'occasion de la guerre des Boers, entre la minorité ethnique française et la majorité ethnique anglaise, peut ainsi aider à comprendre notre époque.

---

1 *La Semaine religieuse de Montréal*, 20 janvier 1900, 33.

2 Chanoine Lionel GROULX, « Le rôle politique d'Henri Bourassa », dans : *Hommage à Henri Bourassa*, reproduit du numéro-souvenir paru dans *Le Devoir* du 25 novembre 1952, 22.

Nationalistes contre impérialistes, une fois de plus en 1899, la Confédération canadienne voit son existence menacée. Deux nations ou deux groupes à l'intérieur de chacune des nations en présence s'injurient et lancent le cri de race. La guerre anglo-boer permet aux Canadiens anglais d'exprimer leur attachement à la mère-patrie ; le même conflit permet aux nationalistes canadiens-français d'exprimer leur inimitié et même leur haine envers l'Angleterre. En fait, ces derniers ont beau jeu car ils ne sont pas les seuls à flétrir la conduite d'Albion. Les puissances européennes, devant ce conflit, manifestent de l'hostilité à l'égard de la Grande-Bretagne. Toutes les caractéristiques d'une agression impérialiste semblent présentes dans la guerre d'Afrique. Les Boers paraissent sympathiques. L'obstination de ce petit peuple à tenir tête à la puissante Angleterre suscite l'admiration. Les nationalistes canadiens-français, lisant les écrits de leurs confrères européens, constatent qu'ils sont plusieurs à condamner l'impérialisme anglais. « La grande majorité des Canadiens français de la province de Québec n'approuvent pas les motifs qui ont engagé l'Angleterre à prendre les armes contre la petite république du Transvaal. Ils ne sont pas seuls de cet avis et un grand nombre d'Anglais ont condamné en termes non équivoques la conduite du cabinet anglais. » [1]

Les nationalistes veulent d'abord éveiller un sentiment de sympathie à l'égard des Boers parmi la population canadienne-française. Dans les journaux et les revues, des articles décrivent la vie et les mœurs patriarcales des « braves et fiers Boers ». Maintes fois, la « noble figure » du président Kruger est invoquée.[2] La femme boer, épouse fidèle, est aussi célébrée.[3]

Les nationalistes découvrent une origine commune aux Canadiens français et aux Boers. L'Afrique du Sud, à la faveur des guerres de religion en France, accueillit un bon nombre de Huguenots français. Au nom de l'axiome *blood is thicker than water*, nos journaux affirment qu'il serait plus normal que les Canadiens français combattent avec les Boers plutôt qu'avec l'Angleterre. « Notre présence dans l'armée commandée par les Joubert, les Cronze, les Villjean, serait excusable et naturelle », déclare *Le Temps*, qui dans le même article parle des « Franco-Hollandais de l'Afrique du Sud ».[4] Pour *L'Évangéline*, « Les Boers sont en grand nombre de race française, et bien que protestants et de langue hollandaise, portent encore des noms français faciles à reconnaître ».[5]

L'Évangéline affirme qu'« il est bien permis d'admirer la bravoure avec laquelle un petit peuple de rien s'en va à la mort en défiant le géant

1 *L'Événement*, 23 décembre 1899, 4.
2 *La Revue canadienne*, *Le Réveil*.
3 *L'Événement*, 11 janvier 1900, 1.
4 *Le Temps*, 12 octobre 1899, 2.
5 *L'Évangéline*, 9 décembre 1899, 2.

aux cent bras de la Grande-Bretagne ».[1] Nos nationalistes insistent beaucoup sur la faiblesse des Boers comparée à la puissance de leur agresseur : « Les Boers sont faibles et on les attaque, semble-t-il, au mépris de la justice. Cela suffit aux Français d'Amérique comme à ceux d'Europe pour que notre sympathie s'élance vers eux . . . C'est que pour nous, Latins, le droit est toujours au-dessus de la force. »[2] Voici la même idée reprise sous une autre forme par *Le Quotidien* : si les Boers « sont vaincus, ils auront la victoire morale, tout l'univers saura qu'ils ont été fidèles à leur serment de vaincre ou de mourir, de mourir pour leur patrie, pour la justice et pour l'humanité ».[3] Mais qui l'eût cru ? *Le Soleil*[4] publie un article à la gloire des Boers ; c'est un poème de Pamphile LeMay, écrit à l'occasion de la fin de la guerre :

« C'est un coin de l'Afrique. Il n'a pas de rival
Pour ses copje, ses rocs, ses sables, ses marnières
Pour ses troupeaux et pour ses prés. C'est le Transvaal.

Dans sa campagne en deuil, au long d'un joli val,
Sur le sol défoncé par de grises ornières,
Et les cheveux flottant aux brises printanières,
Deux Boers, un jeune, un vieux, s'en allaient à cheval,
Le jeune s'étonnait des creux dans la verdure.
— « La guerre, mon enfant, la guerre longue et dure . . .
« Là dorment des héros, dit l'autre avec fierté.

Il regardait toujours les innombrables fosses,
Tout à coup, il joignit ses mains rudes et grosses,
Et jeta ce sanglot : — « Là gît la liberté ! »[5]

Les Boers étant sympathiques et l'Angleterre leur livrant une guerre injuste, on comprend que nos nationalistes n'approuvent pas l'envoi de troupes par le gouvernement canadien. D'après eux, nos soldats ne sont que « de la chair à canon fournie à l'Angleterre pour lui aider à affermir sa suprématie en Afrique ».[6] À la rigueur, les anti-impérialistes tolèrent que les Canadiens anglais s'engagent dans l'armée britannique, mais ils ne veulent pas que les contribuables canadiens en défraient le coût. « Si des Canadiens veulent aller se faire tuer au Transvaal . . . qu'ils y aillent, déclare *La Vérité*, mais que ce soit aux frais de l'Angleterre. »[7] *Le Temps* exprime la même idée :

« Libre à ceux qui brûlent du désir d'épauler le fusil contre les Boers de demander leur enrôlement dans un régiment anglais . . . Mais exiger que le cabinet fédéral prenne

1 *Ibid.*
2 *L'Oiseau-Mouche*, 4 novembre 1899, 66.
3 *Le Quotidien*, 13 décembre 1899, 2.
4 *Le Soleil* est à ce moment un journal libéral, donc pro-gouvernemental.
5 *Le Soleil*, 7 juin 1902, 1.
6 *L'Événement*, 18 décembre 1899, 1.
7 *La Vérité*, 14 octobre 1899, 1.

notre argent pour organiser, équiper, transporter et payer cette unité, mais exiger que, pour faire parade de son loyalisme, le gouvernement autonome du Canada se jette du côté de l'Angleterre dans cette guerre que nous ne voulons pas qualifier aujourd'hui, mais que l'histoire impartiale appréciera. Non, nous n'en sommes pas, nous n'en serons jamais . . . Qu'irions-nous faire au Transvaal ? . . . Ou le Transvaal est un pays indépendant, ou c'est une colonie anglaise. Si la république est indépendante, l'Angleterre ne saurait avoir raison d'imposer ses ordres pour l'administration intérieure de ce pays et nous, nous n'avons pas le droit de tremper dans cette iniquité publique ; si le Transvaal est une colonie britannique, les colonies-sœurs commettent un acte méprisable en se coalisant avec la métropole pour écraser un petit peuple qui veut garder ou conquérir son indépendance. » [1]

À plus forte raison, les feuilles nationalistes n'approuvent pas que des Canadiens français s'enrôlent dans les contingents canadiens.

Les Débats, la publication la plus ultra-nationaliste,[2] considèrent ces Québécois comme des traîtres. Ils « désertent le Canada pour aller loin des leurs faire le jeu de Chamberlain. » [3] « Nous considérons leur engagement comme une honte nationale. » [4]

Le côté satirique de l'affaire est aussi exploité à fond. *Les Débats*, devant l'ardeur des impérialistes à s'enrôler, expriment le regret « qu'au lieu de mille, le contingent ne se compose pas de cent mille de ces loyaux fanatiques dont pourraient nous débarrasser les tireurs Boers ».[5] Cédant à une ironie facile, *La Presse* écrit : « 20,000 Canadiens vont partir pour se faire Kaffirs, et, en échange, on nous amène 25,000 Doukhobors pour en faire des Canadiens. C'est beau la politique impérialiste. » [6]

Tardivel, qui dans *La Vérité* défend toujours sans trève la religion catholique, voit dans l'insistance de Laurier à protéger les intérêts britanniques en Afrique une nouvelle occasion de revenir au sujet toujours brûlant des écoles manitobaines : « Ce même sir Wilfrid qui parle sur un ton si féroce de la justice et de la liberté religieuse . . . en Afrique, nous déclare avec une placidité angélique, que la question scolaire manitobaine est réglée. Cet exterminateur des Boers est affreusement presbyte.

---

1 *Le Temps*, 6 octobre 1899, 2.

2 À cause des pressions exercées, elle doit disparaître après quelques mois d'existence.

3 *Les Débats*, 7 janvier 1900, 1.

4 *Ibid.*, 24 décembre 1899, 2.

5 *Ibid.* Dans le même numéro, à la page 6, *Les Débats* font de l'ironie sur les avocats : « Les avocats, huissiers et greffiers des tribunaux de Londres enrégimentés sous le nom de Inn of Courts Volunteers ont offert aux autorités d'envoyer les deux tiers de leurs effectifs en Afrique. Si les avocats se fourrent dans l'affaire, on n'a pas fini. Il est vrai que Joubert a de quoi raccourcir singulièrement les procédures et qu'il n'est d'humeur à se laisser huissiérifier comme un vulgaire pékin. Nous n'en offrons pas moins nos félicitations à la population de Londres. Et quand même ne retirerait-elle de la guerre actuelle que le seul bénéfice d'être allégée des deux tiers de ses avocats, ce n'est pas mince. Puisse le ciel inspirer à nos avocats, à nous, l'idée de s'embrigader comme leurs confrères de Londres . . . et de fournir un contingent. »

6 *La Presse*, 5 octobre 1899, 4. Mais le lendemain, *La Presse* s'excuse d'avoir laissé paraître cet article.

Pour qu'il puisse voir une injustice, elle doit se trouver à 8,000 milles de lui. » [1]

D'autres textes tout aussi humoristiques pourraient être cités. Cependant, les nationalistes ne se contentent pas seulement de paroles et d'écrits, ils passent aux actes. Le premier mars 1900, de violentes manifestations se déroulent à Montréal. On vient d'apprendre une importante victoire anglaise : la délivrance de Ladysmith assiégée depuis trois mois par les Boers. Les étudiants de McGill hissent le drapeau sur leur université et organisent une parade dans les rues. Mais cette manifestation anglaise se transforme en manifestation anti-française. Les étudiants obligent *La Patrie* à hisser l'*Union Jack* en signe de réjouissance et envahissent l'Université Laval de Montréal. Ils y brisent des vitres et arborent le drapeau anglais sur l'édifice. Les étudiants de Laval décident de répliquer. Le soir, les élèves des deux universités en viennent aux prises dans les rues ; un drapeau anglais est brûlé et foulé aux pieds. La police a fort à faire pour rétablir l'ordre, des coups de revolver sont tirés. Monseigneur Bruchési et le principal Patterson réussissent enfin à calmer la fureur des deux groupes.

Ces incidents créent de l'émoi dans tout le Canada. Les journaux anglais intensifient leur campagne anti-française. Les feuilles canadiennes-françaises découvrent dans ces événements une nouvelle provocation des Anglais.

Une étude intitulée : « L'anglomanie au Canada », publiée dans *La Semaine religieuse de Québec*, provoque des commentaires désapprobateurs de la part du *Soleil* et des journaux anglais. L'hebdomadaire clérical affirme, sous la signature de Dom Benoît, que « la race anglaise se conduit toujours . . . par le désir de l'argent, du plaisir ou de la domination . . . L'Anglais n'est pas capable de s'immoler pour le prochain ou pour un idéal, et poursuit avant tout ses propres intérêts ».[2] Dans une autre tranche de la même étude parue dans un numéro subséquent, Dom Benoît se fait encore plus violent : « Les peuples se réveillent de leur stupeur et de leur torpeur à l'égard d'Albion, ils la déclarent solennellement la grande corruptrice de la terre, l'injuste dominatrice, la reine de malheur ; ils s'apprêtent à la mettre au ban du monde civilisé. » Puis, Dom Benoît se fait prophétique : « Levez vos yeux, Canadiens français, parce que votre rédemption est proche. Vous, battus et conquis par l'Angleterre, toujours haïs et resserrés davantage par la race ennemie de la vôtre, dont les enfants sont forcés de parler la langue des oppresseurs dans les écoles des États-Unis et du Manitoba, vous verrez enfin l'astre de la liberté se lever pour vous et vos droits pleinement respectés par ceux qui les ont violés si longtemps. » [3]

---

1 *La Vérité*, 11 décembre 1899, 3.

2 *La Semaine religieuse de Québec*, 30 décembre 1899, 289.

3 *Ibid.*, 5 janvier 1900, 309.

Cette fameuse étude qui est en fait une invitation à la révolte attire l'attention du public anglais alerté par *Le Soleil.* Cependant, l'abbé Gosselin, avant l'article scandaleux, avait manifesté son opposition à la politique de l'Angleterre. Le 30 septembre 1899, il prédit que « comme tous les moyens lui sont également bons, l'Angleterre fera triompher le droit du plus fort » en Afrique.[1] Quelques semaines plus tard, il constate avec une joie non dissimulée que « cette guerre rappelle passablement le combat de David contre Goliath. Qui sait si la fin ne sera pas la même. »[2] Pour lui, la « meilleure et l'unique raison que l'Angleterre puisse invoquer pour se justifier est celle du fabuliste : la raison du plus fort est toujours la meilleure. »[3] Il met même en doute cette force de l'Angleterre : « La guerre est commencée entre les Anglais et les Boers. Nous ne serons pas surpris si les premiers sont battus comme en 1884. »[4] Malgré les protestations du Canada anglais et du *Soleil,* l'abbé Gosselin ne désavoue pas l'étude de Dom Benoît ; il renchérit même à l'occasion des accrochages entre étudiants français et anglais dans la métropole : « Les scènes disgracieuses qui ont eu lieu à Montréal prouvent que les Anglomanes si fidèlement dépeints par Dom Benoît, existent bel et bien au Canada en chair et en os. L'illustre écrivain est bien vengé. »[5]

À l'occasion de la mort de la reine Victoria, l'abbé rédige un éloge funèbre assez éloigné de la manière de son illustre confrère Bossuet. Il dresse une impressionnante liste d'une demi-page énumérant toutes les guerres livrées par l'Angleterre sous le règne de Victoria. Il dénombre quarante guerres et conclut qu' « il vaut mieux ne pas avoir de pareils comptes à rendre au jour du jugement ».[6] D'autres articles que nous pourrions citer exhalent la même rancœur envers l'Angleterre.[7]

Celle-ci est vouée à la géhenne par cet abbé laïque qu'est Jules-Paul Tardivel. Le même sort pourrait être réservé aux Canadiens français, car, dit-il, « il est fort à craindre que la justice divine ne nous inflige . . . un terrible châtiment à cause de notre inique participation à cette guerre sud-africaine . . . Nous avons aidé l'Angleterre à commettre toutes ces iniquités, et nous acclamons ceux des nôtres qui ont pris part à ces atrocités.»[8]

---

1 *Ibid.*, 30 septembre 1899, 90.

2 *Ibid.*, 18 novembre 1899, 198.

3 *Ibid.*

4 *Ibid.*, 4 novembre 1899, 173.

5 *Ibid.*, 31 mars 1900, 515.

6 *Ibid.*, 13 janvier 1900, 326.

7 Voici, extraite de *La Semaine religieuse de Québec* (23 décembre 1899, 264), une « anecdote boer : C'était avant la guerre. Un Anglais, voulant faire comprendre à un Boer l'immensité du territoire de l'Empire britannique, lui dit : — Dans l'Empire britannique, le soleil ne se couche jamais. Le Boer cligna des yeux, tourna sa pipe dans sa bouche et dit : — Si le soleil ne se couche jamais dans votre Empire, il y a une raison à cela : le bon Dieu voudrait tenir à l'œil les gens qui l'habitent, il ne se fie pas à eux dans l'obscurité. »

8 *La Vérité,* 10 novembre 1900, 6.

D'après lui, « la guerre a été fomentée par les Juifs et les financiers de Londres ».[1] Laurier est leur jouet, car, dit-il, « dans le monde civilisé, il n'y a guère que monsieur Laurier et les députés fédéraux qui soient favorables aux projets de ces deux hommes néfastes qui s'appellent Chamberlain et Rhodes ».[2] Tardivel ne manque aussi aucune occasion d'affirmer les droits de la langue française :

« L'un des griefs des Anglais au Transvaal, c'est que les Transvaaliens persistent à maintenir la langue hollandaise comme langue nationale et l'enseignent dans les écoles. Ils voudraient substituer l'anglais à la langue nationale des Boers. Il est vraiment amusant de voir certains Anglo-Saxons, tant de l'Amérique que de l'Europe, afficher la doctrine qu'il ne saurait y avoir de civilisation sans langue anglaise. Ils sont tellement infatués d'eux-mêmes qu'ils ne s'aperçoivent pas du ridicule dont il se couvrent. »[3]

La participation du Canada à la guerre rend le directeur de *La Vérité* fort pessimiste : « Nous voilà engagés dans les querelles de l'Empire britannique. Qu'est-ce à dire ? Y a-t-on bien songé à Ottawa ? L'Empire britannique, l'empire colonial que l'Angleterre a réussi à édifier dans le monde entier est manifestement destiné à s'écrouler avec fracas, un peu plus tôt, ou un peu plus tard . . . Et le Canada, grâce à la politique nouvelle du cabinet Laurier, sera pris dans cette ruine. Comment en sortira-t-il ? C'est le secret de Dieu. »[4]

Le Monde illustré, sans ambages, souhaite la défaite anglaise : « Nous formons des vœux bien sincères pour le succès des armes boères, l'abaissement de leurs néfastes ennemis. Il serait remarquable, et c'est notre souhait, de voir la petite pierre roulant de la montagne et venant émietter le colosse . . . aux pieds d'argile et de boue. »[5] La revue affirme que « l'histoire impartiale et vengeresse a cloué déjà au pilori les noms de l'agioteur Cecil Rhodes, du cynique Chamberlain, comme elle n'a pas ménagé jusqu'ici la politique tortueuse de Salisbury ».[6]

D'autres journaux sont aussi très durs envers l'Angleterre. *L'Évangéline* trace un tableau très sombre de la défaite des Boers en 1902 :

« Pour le Transvaal et l'Orange, c'est la perte de l'indépendance, c'est la population décimée, ce sont des foyers incendiés, c'est la ruine, c'est le patrimoine ravagé et ensanglanté ; c'est désormais pour eux la sujétion à un drapeau étranger. Pour l'Empire, c'est, il est vrai, un agrandissement de territoire, mais à quel prix ! Son prestige au dehors est sapé dans ses bases les plus profondes ; le renom de son armée, l'orgueil de ses généraux, sa force de résistance, tout a été compromis jusqu'à certains points dans cette guerre qui dure depuis trois ans, qui a vu trois ou quatre milliers d'officiers fauchés sur les champs de batailles et 80,000 hommes de troupes anglaises tués ou invalidés, qui

---

1 *Ibid.*, 28 novembre 1899, 3.
2 *Ibid.*, 30 septembre 1899, 3.
3 *Ibid.*
4 *Ibid.*, 21 octobre 1899, 2.
5 *Le Monde illustré*, 14 octobre 1899, 371.
6 *Ibid.*, 25 novembre 1899, 391.

a mis dans les annales de la civilisation des taches comme les horreurs des camps de concentration. » [1]

L'Événement, journal de Québec comme *Le Soleil*, s'en prend souvent bien sûr à ce dernier. Ernest Pacaud est traité d'hypocrite, car en 1896, « il était anti-*british*, en 1900, il est *british* ».[2] *L'Événement* présente aussi Pacaud comme un « type accompli de valet et d'exploiteur politique ».[3] Le journal publie la lettre d'un lecteur :

« *Le Soleil* peut bien se mettre à quatre pattes devant les Anglais si ça lui fait plaisir, nous ne suivrons pas son exemple, car nous aimons sympathiser avec ces Boers, qui sont décidés de verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang, pour garder leur indépendance, que de combler de louanges une nation aussi puissante que l'Angleterre qui lance ses formidables armées contre une poignée d'hommes dans le seul but de s'emparer de leur pays, qui est le plus riche en mine d'or et de diamant. » [4]

L'Événement se moque aussi des attaques du *Soleil* contre *La Semaine religieuse*. « *Le Soleil* voudrait la voir dénoncer à cause de son expression sur la guerre en Afrique . . . Nous croyons bien cependant que quoique fasse *Le Soleil*, *La Semaine religieuse* ne s'en portera pas plus mal. » [5] Aux menaces du *Soleil* qui l'accuse de prêcher la sédition, *L'Événement* répond qu'il réclame seulement « pour la presse de la minorité en ce pays, le droit incontestable de discuter les événements, d'en étudier les causes et d'exprimer librement une opinion ».[6]

Une petite feuille publiée au Séminaire de Chicoutimi est bien révélatrice de l'esprit nationaliste qui règne dans la province de Québec, surtout dans les milieux étudiants. *L'Oiseau-Mouche* écrit :

« Pour nous, Latins, le droit (étant) toujours au-dessus de la force . . . la presque totalité des Canadiens français regrettent, au fond du cœur, de voir la puissante Albion s'employer, sans motifs évidemment justes, à ravir son indépendance à cette petite république sud-africaine . . . L'impérialisme, où nous avons été jetés sans le savoir, par des gens qui ont fait ce pas à reculons et probablement sans bien se rendre compte de la gravité de leur acte . . . Par la participation . . . que le Canada a accepté de prendre dans la guerre du Transvaal, tout l'avenir est engagé, nous sommes devenus plus britanniques que jamais . . . désormais, en quelque endroit de l'univers que l'honneur du drapeau anglais soit engagé, les fils du Canada iront lui faire un rempart de leurs poitrines. » [7]

L'Oiseau-Mouche exprime aussi des craintes pour la survie de la langue française au Canada :

« Nous ne serions pas surpris qu'il se tramât de ce temps-ci quelque chose contre notre langue dans les hautes sphères politiques anglaises, et qu'une campagne de presse

---

1 *L'Évangéline*, 12 juin 1902, 2.
2 *L'Événement*, 13 janvier 1900, 4.
3 *Ibid.*, 4 janvier 1900, 2.
4 *Ibid.*, 21 novembre 1899, 2.
5 *Ibid.*, 15 novembre 1899, 2.
6 *Ibid.*, 23 novembre 1899, 4.
7 *L'Oiseau-Mouche*, 4 novembre 1899, 66.

commençât bientôt dans l'Ontario pour l'abolition de la langue française comme langue officielle de ce pays. » [1]

Mais aucun des journaux déjà cités n'atteint à la violence des *Débats* :

« Une explosion d'indignation s'éleva du cœur de toutes les nations de la terre lorsqu'elles apprirent la tentative d'assassinat perpétrée par l'Angleterre sur le Transvaal . . . Le mobile est le même que celui qui arme le bras des plus vulgaires bandits ; la soif de l'or, la basse cupidité. Quant aux moyens employés pour faire tomber ces paisibles et honnêtes Boers dans le guet-apens où ils devaient périr, éventrés par les balles dum-dum, ils sont à la hauteur du mobile. Chamberlain, ce macabre chef de bande, supprime, falsifie ou fabrique des dépêches diplomatiques de façon à créer un *casus belli* . . . Enfin, à la tête de ces exécuteurs des basses œuvres de Chamberlain, on place le soudard Buller . . . Ce Buller est un monstre. Il n'a pas de sens moral. C'est presque un irresponsable. Mais que dire d'une nation qui se sert d'un pareil homme. »[2]

Les Débats mentionnent un certain « pillage immonde auquel se sont livrés les soldats sur les cadavres et les mourants boers. C'est pour ces pillards, ces voleurs, ces dépouilleurs d'agonisants qu'on demande nos sympathies ? Pas les nôtres, pas celles des vrais Canadiens français. » [3] Le même journal dit que le peuple anglais déteste les ministres qui l'ont conduit dans l'aventure sud-africaine :

« Elle (l'Angleterre) conspue déjà les ministres qu'elle idolâtrait hier, et, pour ne pas sombrer, Lord Salisbury va sans doute jeter Chamberlain par dessus bord. Espérons que le monstre marin qui engloutira le nouveau Jonas, saura du moins rendre à l'humanité le service de ne jamais le dégobiller vivant sur la plage d'un pays respectable. » [4]

Au maire Préfontaine de Montréal qui a dit aux membres du deuxième contingent : « Je vous adresse la parole au nom des 300,000 citoyens de Montréal pour vous féliciter », *Les Débats* répondent qu'ils s'inscrivent « en faux. Monsieur Préfontaine a pris la parole en son nom personnel. Voilà la vérité. Les Canadiens français n'ont pas de félicitations à donner à ceux qui désertent le Canada pour aller loin des leurs faire le jeu de Chamberlain. »[5] Sous le titre « Le sirage », un autre article de l'organe nationaliste attaque un compatriote qui a pris parti pour l'Angleterre :

« Monsieur Benjamin Sulte, sous-ministre de la guerre, a fait au Château Ramesay, une conférence sur la loyauté des Canadiens français. Monsieur Sulte s'est montré profond historien autant que parfait fonctionnaire. Il a dit en résumé dans quelle élocution : que, passant à l'Angleterre, les Canadiens n'ont pas reçu une grande liberté parce qu'ils étaient trop bêtes pour savoir en profiter, et qu'ils doivent maintenant passer le reste de leurs jours à bénir Albion de la sollicitude qu'elle nous témoigne. Le jour de l'An approche, où la Reine distribue ses faveurs, et l'historien pense qu'il commence à être

1 *Ibid.*, 12 octobre 1901, 62.
2 *Les Débats*, 3 décembre 1899, 1.
3 *Ibid.*, 17 décembre 1899, 2.
4 *Ibid.*
5 *Ibid.*, 7 janvier 1900, 1.

temps de se faire appeler Sir Benjamin, quand même il lui faudrait s'user un peu la langue. » [1]

D'après la même publication, « l'Angleterre a perdu (en Afrique) son honneur et l'estime du monde civilisé. Elle a également perdu sans retour sa réputation de nation invincible. Kruger fait échec à la Reine. » [2] On peut trouver d'autres insultes à l'adresse de l'Angleterre dans *Les Débats*, mais la morale et la bienséance nous interdisent de les citer ici . . .

Cette haine contre la Grande-Bretagne décrite plus haut est la manifestation d'un état d'esprit chez les nationalistes. Ceux-ci voient dans la métropole leur plus grand ennemi. D'un autre côté, les Anglo-Canadiens leur semblent les agents de la métropole destinés à les asservir.

Dans l'Ontario, la propagande anti-française s'amplifie. On parle de la *French domination* et sans craindre le ridicule, on suppose les Canadiens français coupables de sombres machinations. Par exemple, à l'occasion du recensement fédéral de 1901, les Anglo-Saxons craignent que les Québécois augmentent le chiffre de leur population en incluant les Canadiens français émigrés aux États-Unis.[3]

Toutes ces vexations et la constatation de leur impuissance à faire triompher leur point de vue dans la conduite des affaires canadiennes amènent les nationalistes canadiens-français à rechercher un nouveau remède pour guérir le malaise dont souffre la nation québécoise.

Puisque la vie semble impossible à l'intérieur de la Confédération, à cause de l'intransigeance des Anglo-Canadiens et du mépris dans lequel ils nous tiennent, pourquoi ne pas nous séparer d'eux ? Mettre fin aux liens fédératifs et retrouver une existence de peuple libre au soleil de l'histoire, voilà le rêve de beaucoup de nationalistes. C'est ce que propose *La Vérité* :

« Si cette francophobie continue à se manifester, il se produira un mouvement puissant en faveur de la sortie de la province de Québec de la Confédération . . . À l'égard de la province d'Ontario, la patience nationale doit être à la veille de s'épuiser . . . L'élément tory-orangiste d'Ontario rend le lien fédéral actuel à peu près insupportable ; et le jour n'est pas éloigné . . . où les Canadiens français en masse exigeront qu'il soit rompu. » [4]

Cependant, à l'époque, la fin de la Confédération ne signifie pas la fin de la tutelle de la Grande-Bretagne sur la province de Québec. *La Vérité* reconnaît que « le lien politique qui nous unit à l'Angleterre nous protège, jusqu'à un certain point, contre les entreprises de nos frères d'Ontario, de l'Ouest et de l'Est . . . L'idéal pour nous serait de dégager la province de Québec de la Confédération tout en restant encore colonie anglaise. Nous retournerions ainsi à la position relativement avantageuse

---

1 *Ibid.*, 3 décembre 1899, 3.
2 *Ibid.*, 1.
3 *La Presse*, 12 avril 1901, 4.
4 *La Vérité*, 28 octobre 1899, 2.

où nous étions avant la néfaste union des deux Canadas. »[1] Par l'indépendance, Tardivel veut simplement « soustraire les Canadiens français aux crachats des Ontariens ».[2] Il propose une petite confédération : « Nous pourrions vivre en paix . . . avec les provinces de l'Est : le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et l'Île du Prince-Édouard. Nous pourrions former avec elles une confédération qui serait basée sur le respect mutuel. »[3]

Tous ne sont pas de l'avis du directeur de *La Vérité*. Certains Canadiens français trouvent humiliants les liens coloniaux qui nous unissent à l'Angleterre. Ils désirent la sortie du Canada de l'Empire britannique. Ainsi, radicalement, il sera mis fin aux ingérences des fonctionnaires de Londres dans la politique canadienne ; on pense alors au gouverneur général et au commandant en chef de la milice, soumis tous deux à la métropole. À cette époque, le Canada s'en remet à la Grande-Bretagne du soin de le représenter dans les pays étrangers et notre politique étrangère est dirigée par Londres. Quand en 1900, à l'Exposition universelle de Paris, Israël Tarte, commissaire du Canada, exige et obtient une visite spéciale du président Loubet de France au pavillon du Canada, considéré comme celui d'un pays indépendant, non d'une colonie britannique, un tel geste suscite des commentaires désapprobateurs au Canada anglais.

Les Débats, porte-parole des anglophobes, comme on peut s'y attendre, ne sont pas les derniers à prêcher l'indépendance complète du Canada. Même si le colonialisme n'a pas encore acquis le sens détestable qu'on lui prête de nos jours, ils veulent la fin du joug colonial. Ils proposent la tenue d'un plébiscite sur la question d'indépendance afin de se libérer de l'Angleterre. Tardivel, comme nous l'avons vu précédemment, voudrait l'indépendance du Québec ; mais il n'est pas prêt à accepter l'indépendance du Canada. Selon lui, « l'indépendance dans l'état actuel du Canada . . . nous livrerait pieds et poings liés à nos ennemis les plus enragés et les plus invétérés, les descendants des Bostonnais d'autrefois. »[4]

C'est alors que Tardivel envisage une nouvelle alternative : si le Canada se libérait entièrement de l'Angleterre, la province de Québec ne pourrait pas demeurer dans la Confédération canadienne. Elle devrait, à défaut de l'Angleterre, se chercher un nouveau protecteur : les États-Unis Si l'indépendance était accordée au Canada, « pour nous protéger contre leurs attaques (celles des Ontariens), c'est à l'annexion qu'il faudrait avoir recours. Ce serait, dit-il, un jour plein de tristesse pour nous que celui où nous verrions venir l'annexion ; mais enfin l'annexion nous épouvante moins que l'indépendance. »[5]

---

1 *Ibid.*, 12 octobre 1901, 2.
2 *Ibid.*, 28 octobre 1899, 2.
3 *Ibid.*
4 *Ibid.*, 12 octobre 1901, 2.
5 *Ibid.*

Des *Débats* et de *La Vérité,* qui représente le mieux la pensée de la masse canadienne-française ? Peut-être ni l'un ni l'autre. Nous ne prétendons pas rendre compte ici de la pensée de la collectivité québécoise ; ce que nous avons présenté, c'est un éventail des attitudes prises par quelques milieux nationalistes.

Malgré tout, la masse a plus ou moins confusément révélé son opinion sur la guerre des Boers. Bien sûr, elle suit presque aveuglément les partis politiques. En 1900, elle a donné sa confiance à Laurier par l'élection d'une majorité de députés libéraux. Ce vote libéral paraît, à première vue, un vote d'approbation à la politique impérialiste, d'après les adversaires de Laurier. Mais la population canadienne-française, en votant en grande majorité pour le parti libéral, a voulu, plus ou moins consciemment, exprimer son refus d'une participation du Canada à la guerre. N'ayant le choix qu'entre Tupper et Laurier, ce dernier leur semblait préférable. La propagande libérale présentait, non sans raison, le parti conservateur comme très impérialiste. D'ailleurs, Bourassa a fort bien compris le sens du vote québécois :

« Lorsqu'on vient prétendre que les suffrages canadiens-français ont approuvé cet acte particulier du gouvernement que fut l'envoi de soldats canadiens en Afrique ; et plus encore, lorsqu'on vient dire que ces suffrages sont une expression de sentiments impérialistes, j'affirme que cette thèse est . . . absurde . . . je déclare catégoriquement que le succès du parti libéral dans Québec a profité du sentiment hostile à la guerre. » [1]

Bourassa était membre du parti libéral et sa réélection s'est faite au nom de l'anti-impérialisme. Un Canadien anglais est plus catégorique :

« On peut dire sans exagération que les neuf-dixièmes au moins du peuple canadien-français ne désiraient nullement prendre part à cette guerre. Mais le ministre qui décida notre intervention était un Canadien français : il entraîna à sa suite les politiciens français qui siégaient au Parlement d'Ottawa. Le sentiment du Canada français resta ainsi caché ou dénaturé. Seul monsieur Bourassa eut le courage de faire valoir publiquement l'opinion réelle de sa province : sa voix fut couverte à Ottawa ; mais lorsqu'il appela à ses électeurs, il eut la preuve que ses compatriotes partageaient ses vues. » [2]

Jean-Guy PELLETIER

Collège militaire royal du Canada.
Kingston.

---

[1] Henri BOURASSA, dans : *Débats de la Chambre des Communes*, 12 mars 1901, 1320.

[2] Goldwin SMITH, *Devant le tribunal de l'histoire : un plaidoyer en faveur des Canadiens qui ont condamné la guerre sud-africaine*, traduit par Henri Bourassa, Montréal, Beauchemin, 1903, 9.